

Post-scriptum

L'amie américaine et le Grenelle de l'environnement

Malgré ses apparences premières, cet ultime ajout n'est pas franco-français, mais plutôt franco-américain. Et même planétaire, comme on le verra finalement. Je veux vous dire deux mots d'un rendez-vous connu sous le nom de « Grenelle de l'environnement », qui doit avoir lieu, à l'instant où j'écris, vers la fin du mois d'octobre 2007, à Paris. Audacieusement calqué sur le Grenelle de 1968, au cours duquel les syndicats aidèrent le gouvernement à tourner la page de Mai, il devrait permettre, selon ses promoteurs, d'aborder certains dossiers lourds de la crise écologique.

Négociera-t-on réellement ? Verra-t-on reculer les lobbies de toujours, parmi lesquels celui de l'agriculture industrielle est l'un des plus puissants ? Je garde pour moi ce que j'en pense, car les faits parlent d'eux-mêmes. Il me suffira d'évoquer la personne de Christine Lagarde. Qui est-elle ? Une femme qui a fait toute sa carrière professionnelle aux États-Unis, où elle est parvenue à diriger le comité stratégique d'un des plus grands cabinets d'affaires du monde, Baker et McKenzie.

Cela vous pose, pas de doute : ce cabinet emploie des milliers d'avocats présents dans des dizaines de pays et traite avec les plus puissants de la planète, transnationales en tête. En 2005, notre très fameuse businesswoman a accepté d'entrer dans le gouvernement dirigé par Dominique de Villepin au poste de ministre déléguée au Commerce extérieur.

En mai 2007, après la victoire de Nicolas Sarkozy, elle est devenue ministre de l'Agriculture, puis ministre de l'Économie et des Finances. Notre si sympathique président ne tarit pas d'éloges sur elle, au point qu'une rumeur insistante fait de Christine Lagarde un futur Premier ministre de la France.

Oui, mais qui est-elle ? Je ne parlerai pas ici du rôle important joué par Baker et McKenzie dans la destruction active du monde. Une encyclopédie situerait peut-être la responsabilité de cette authentique transnationale du business. Mais enfin un point particulier mérite d'être souligné. Baker et McKenzie intervient directement dans le dossier des biocarburants, et nullement à la marge. L'un de ses hauts dirigeants, Eric Sievers, vient de participer à l'élaboration d'un document qui servira de cadre aux discussions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le sujet. Excusez du peu. Il appartient par ailleurs à un considérable groupe de pression financé par l'industrie et les banques, le Renewable Energy and International

Law Project.

Mme Lagarde, qui fut donc la patronne de Baker et McKenzie jusqu'en 2004, ne saurait ignorer le poids croissant des biocarburants dans le chiffre d'affaires mondial du cabinet. En 2006, puis en 2007, ce dernier a réussi à monter de somptueux *deals*, comme on dit, pour Goldman Sachs et Jefferies, mais aussi pour notre bonne vieille Société générale. Laquelle s'est lancée dans le soutien financier, via Baker et McKenzie, à la construction d'une usine géante de bioéthanol à Hereford, au Texas. Coût du projet : 250 millions de dollars.

Ces gens sont fiers, on le comprend. Voici ce qu'ils écrivent d'eux-mêmes : « *We have worked on market-defining transactions throughout the United States and in Asia, South America and Europe. Our extensive experience working on biofuels transactions means that every project receives the benefit of lawyers who know the industry, the players and how to get deals done* ¹. » Comme il est dit, l'activité de l'ancien cabinet de Christine Lagarde est mondiale, et, grâce à ses avocats qui connaissent si bien l'industrie et les *players*, les affaires marchent.

Preuve entre cent autres : du 12 au 14 mars 2007 se tenait à l'hôtel Hilton de Carthagène (Colombie) un grand colloque sur les biocarburants. Carthagène ! L'histoire sait se montrer facétieuse. C'est dans cette ville côtière, en effet, que fut rassemblé pendant quatre siècles l'or du pillage des empires aztèque et maya avant d'être envoyé en Espagne. Et la ville fut longtemps un centre mondial de la vente d'esclaves. Carthagène, donc. En ces jours de mars 2007, dans les locaux climatisés du palace, on discute avec passion des moyens d'étendre la production d'éthanol, du Brésil aux États-Unis, en passant par la Colombie et l'Argentine. Parmi les intervenants, Andres Williamson, de Baker et McKenzie. À chaque interruption de séance, les rafraîchissements sont offerts par Baker et McKenzie. Si. Et les sponsors de l'opération s'appellent Petrobras, Biofuels Marketplace, Chemicworld, Industrial Biotechnology, Business News America, Syngenta. Sans oublier, vous l'auriez deviné seuls, Baker et McKenzie.

On ne s'étonnera guère, dans ces conditions, que Mme Lagarde soutienne de bon coeur les biocarburants. On trouve ainsi, parmi d'autres envolées, une singulière déclaration tenue devant le Sénat en novembre 2005. Christine Lagarde est alors ministre du Commerce extérieur, et au moment de préciser quelles sont, selon elle, les priorités industrielles de la France, elle commence comme suit : « Nous devons maîtriser l'offre et la demande d'énergie qui sont déjà, et seront plus encore à l'avenir, un enjeu de compétitivité. C'est la

raison pour laquelle nous accélérons le développement des biocarburants ¹ [...]. » Même le nouveau réacteur nucléaire EPR, que Mme Lagarde soutient vivement, n'est cité qu'en deuxième position. On voit.

Devenue ministre de l'Agriculture au printemps 2007, elle persiste et signe. Le 30 mai, dans une communication au Conseil des ministres, elle déclare que l'agriculture « assure à notre pays son indépendance alimentaire et contribuera, à terme, à notre indépendance énergétique grâce au développement et à la diffusion des biocarburants ² ». Je ne doute pas, pour ma part, qu'elle poursuivra à l'Économie les mêmes efforts en faveur de ses protégés, les biocarburants.

J'ajouterai un détail fort éclairant. Christine Lagarde a été membre, tandis qu'elle travaillait si dur aux États-Unis, d'un *think tank* très marqué à droite, le Center for Strategic and International Studies (CSIS). Elle n'est pas la seule, notez bien : Kissinger, l'ami du Chili démocratique, Zbigniew Brzezinski, James R. Schlesinger, Arnaud de Borchgrave, le bon camarade du révérend Moon, en sont eux aussi. Bush Junior y a trouvé, pour notre grand bonheur, un certain Dick Cheney, devenu par la suite vice-président des États-Unis. Après avoir été patron de la société Halliburton, pour laquelle la destruction sur pied de l'Irak a été un conte de fées. Et le méconnu Harlan Ullman en est un membre émérite. Cet ancien marin est, on le sait peu en France, l'inventeur d'une bonne part de la stratégie de Bush en Irak. C'est lui, par exemple, qui a forgé l'expression « *Shock and Awe* », socle de l'invasion. Mal traduite par « choc et effroi », elle signifie en réalité choquer par la terreur, une terreur mêlée d'admiration.

Bref. Le CSIS est un haut lieu de la pensée néocon – néoconservatrice –, qui a déferlé outre-Atlantique après 2001.

On y discute stratégies industrielles, guerre des civilisations, crise du pétrole, vente de matériel high-tech, y compris militaire, et bien entendu biocarburants. Outre quelques célébrités, le CSIS abrite quantité de capitalistes de très haut rang et d'agents des services de renseignement.

Ce dernier point ne saurait étonner, car le CSIS a été créé en 1962 par un croisé de l'Occident, grand personnage de la CIA, présent sur tous les fronts de la guerre froide : Ray Steiner Cline. Un autre livre serait nécessaire pour raconter ses admirables aventures. Mme Lagarde, en tout cas, n'a pas oublié ce qu'elle doit au CSIS. Le 7 avril 2006, ministre de la République, elle offrait à ce dernier, à Washington, un magnifique discours en anglais intitulé : « *France, a paradise for foreign investors ?* » Je m'interroge sur la raison de ce point d'interrogation. Car, d'évidence, pour Mme Lagarde, la France est bien un paradis pour les investissements transnationaux.

J'isole de son propos cette phrase, qui vient après l'exaltation de la politique française : « *With a 3-year budget of 1.5 billion in the form of tax breaks and reduced social security charges, this program embraces all areas of innovation from on-board electronics to biofuel, from nanotechnologies to gene therapy and from digital technologies to agricultural innovation.* » La France consacrerait donc 1,5 milliard d'euros en trois ans à l'innovation. Et vous noterez que les biocarburants – *biofuel* – sont au centre du dispositif.

Mais assez causé, car Mme Lagarde nous attend pour un coup de grâce. Coeurs sensibles, arrêtez là votre lecture, je vous le conseille. Le 10 juillet 2007, notre ministre de l'Économie a commis un extraordinaire discours, un de plus, un de trop, devant l'Assemblée nationale de la République française. Il s'agit ce jour-là de galvaniser les députés, de les convaincre que tout sera fait pour relancer la croissance et créer de nouveaux emplois. Ce qui n'est pas simple, on en conviendra.

Aussi bien, Mme Lagarde se lance dans une prodigieuse exhortation, dont j'extrais de nouveau une phrase, celle-ci : « Que de détours pour dire une chose au fond si simple : il faut que le travail paye. Mais c'est une vieille habitude nationale : la France est *un pays qui pense*. Il n'y a guère une idéologie dont nous n'avons fait la théorie. Nous possédons dans nos bibliothèques de quoi discuter pour les siècles à venir. C'est pourquoi j'aimerais vous dire : assez pensé maintenant. Retroussons nos manches. »

Je vous jure que l'italique dans le texte n'est pas de moi, mais d'elle. La France est *un pays qui pense*, ce qui est mal. Car il ne faut pas penser, il ne faut plus penser. À l'égal des soudards de tous les temps, à l'instar de Napoléon, grand homme s'il en est, « on s'engage et puis on voit ». Telle est la philosophie de combat qui commande désormais, de nouveau, la politique de notre pays.

Mais il y a encore pire à mes yeux. Car cette invraisemblable détestation de l'intelligence – et donc de la complexité – me rappelle un épisode resté fameux pour quelques-uns d'entre nous. Le 12 octobre 1936, une cérémonie a lieu dans un amphithéâtre de l'université de Salamanque, dans la zone contrôlée par les putschistes et fascistes du général Franco. La guerre civile espagnole a trois mois, et l'on fête en ce jour sinistre la pureté de la « race ». Miguel de Unamuno, philosophe chrétien et recteur de l'université, est présent, par obligation. La salle est pleine de soldats de la Légion, les célèbres *tercios*, et de phalangistes, extrémistes parmi les extrémistes. Ces satrapes sont commandés par un général franquiste mutilé, Millán Astray.

Des cris épouvantables se font entendre, dont le si célèbre :

¡Viva la muerte! Alors Unamuno parle, au milieu des mitraillettes : « Je viens d'entendre le cri nécrophile "Vive la mort !", qui sonne à mes oreilles comme "À mort la vie !". Et moi qui ai passé ma vie à forger des paradoxes qui mécontentaient tous ceux qui ne les comprenaient pas, je dois vous dire avec toute l'autorité dont je jouis en la matière que je trouve répugnant ce paradoxe ridicule. [...] Une chose encore. Le général Millán Astray est un invalide. Inutile de baisser la voix pour le dire. Un invalide de guerre. Cervantès l'était aussi. Mais les extrêmes ne sauraient constituer la norme. Il y a aujourd'hui de plus en plus d'infirmités, hélas, et il y en aura de plus en plus si Dieu ne nous vient en aide. Je souffre à l'idée que le général Millán Astray puisse dicter les normes d'une psychologie des masses. Un invalide sans la grandeur spirituelle de Cervantès, qui était un homme, non, un surhomme, viril et complet malgré ses mutilations, un invalide, dis-je, sans sa supériorité d'esprit éprouve du soulagement en voyant augmenter autour de lui le nombre des mutilés. »

On entend alors un nouveau cri, repris en chœur. Certains pensent qu'Astray lui-même en a donné le signal : *¡Abajo la inteligencia!* À bas l'intelligence ! Unamuno y répond aussitôt : « Cette université est le temple de l'intelligence et je suis son grand prêtre. Vous profanez son enceinte sacrée. [...] Vous vaincrez, mais vous ne convaincrez pas. Vous vaincrez parce que vous possédez une surabondance de force brutale, vous ne convaincrez pas, parce que convaincre signifie persuader. Et pour persuader, il vous faudrait avoir ce qui vous manque : la raison et le droit dans votre combat. Il me semble inutile de vous exhorter à penser à l'Espagne. J'ai dit. »

Ce texte est sublime, mais je dois pourtant ajouter un commentaire. Je ne crois pas une seconde que Mme Lagarde soit

si peu que ce soit une fasciste. Je suis tout à fait certain qu'elle défend avec sincérité le monde libéral, moderne et démocratique dans lequel nous vivons. Et je ne la soupçonne nullement, en conséquence, de vouloir s'en prendre aux élections.

D'ailleurs, ce serait mauvais pour les affaires. Pourtant !

Pourtant, cette invite obscène à cesser de penser fait horreur.

Tout comme m'horrifie cette prétention à faire de la France un pays neuf. À partir d'un diplôme de droit social, d'une bonne connaissance de l'anglais et de la fréquentation assidue des voyages transatlantiques en première classe.

Mme Lagarde ne connaît du monde que ce que ses origines sociales lui ont permis d'en voir : des salons VIP, des hôtels de luxe, des repas excellents, des hommes élégants, des femmes parfumées, des comptes en banque fabuleux. Et elle déteste l'intelligence.

Où veux-je en venir ? À un constat qui ne m'amuse guère.

La barbarie est de tout temps et ne dédaigne aucun visage, si aimable soit-il. Mme Lagarde incarne une nouvelle politique, assurément. Celle de M. Bush inventant des armes de destruction massive pour entraîner le monde dans la défense des intérêts américains. Celle de M. Berlusconi, ancien membre de la loge P 2, qui refuse même d'expliquer d'où il a tiré son étonnante fortune. Celle de M. Sarkozy, qui s'appuie sans trop s'en vanter sur ces grands républicains que sont Patrick Balkany ou Alain Carignon. Qui transforme en opération humanitaire la vente d'armes et de nucléaire au dictateur professionnel Kadhafi.

J'ai été sidéré autant qu'épouvanté par le discours de Nicolas Sarkozy, le 26 juillet 2007, devant l'université de Dakar. Il devrait être cité intégralement, mais à quoi bon ?

Voici l'extrait qui me heurte le plus :

« Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.

« Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès.

« Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne, mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance.

« Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin ».

Oh, rassurez-vous, je ne vais pas me faire l'exégète d'un tel discours. Ce texte est insupportable dans sa totalité. Je me contenterai d'un mot : dans l'esprit d'un Sarkozy, le progrès technique est synonyme de bonheur. Et nul doute que les biocarburants chers au coeur de Mme Lagarde sont appelés à jouer un grand rôle dans l'aide « désintéressée » à l'Afrique, perdue dans ses éternelles répétitions, inapte à l'« aventure humaine ».

Tiens, la bile me monte aux lèvres. Au fait, Mme Lagarde est-elle une barbare moderne ? Chacun trouvera la réponse qui lui convient. On connaît la mienne. Derrière les falbalas, elle représente de toute manière le véritable pouvoir. Rien n'y fera. Ni les sourires de Jean-Louis Borloo, improbable ministre de l'Écologie. Ni les discours de Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État. Les biocarburants sont l'avenir du monde. Le leur. Pas le mien.

